

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Réalisation de prestations de désamiantage en sous-section III et élimination des déchets de plusieurs bâtiments du Centre Hospitalier de Cadillac

N° du CCAP : 24TR002

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat	4
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
10 - Développement durable	16
11 - Garantie des prestations	16
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
13 - Pénalités	16
13.1 - Pénalités de retard	16
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
13.3 - Autres pénalités spécifiques	17
14 - Assurances	18
15- Clause de réexamen	18
16 - Résiliation du contrat	19
16.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
17 - Règlement des litiges et langues	20
18 - Clauses complémentaires	20
- Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Réalisation de prestation de Désamiantage en sous-section III et élimination des déchets de plusieurs bâtiments du Centre Hospitalier de Cadillac

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine, le Centre Hospitalier de Cadillac réalise des prestations de désamiantage de matériaux et produits contenant de l'amiante ou pollués par de l'amiante dans le cadre de projets de maintenance, réparation et entretien.

L'accord-cadre s'exécute au profit du Centre Hospitalier de Cadillac. L'Établissement support du GHT Alliance Gironde est le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. L'établissement du GHT doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur du Centre Hospitalier de Cadillac.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de Cadillac

Bâtiments : bâtiment mixte, chaufferie, ateliers, bureaux services techniques, Pinel, archives médicales, BMT

89 rue Cazeaux Cazalet

33410 Cadillac

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur du Centre Hospitalier de Cadillac.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution des prestations ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur du Centre Hospitalier de Cadillac peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 désignation des cotraitants et répartition des prestations
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Plans des bâtiments, plan de masse du site central, rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti (RAAT) des bâtiments, schémas et croquis
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le registre des questions-réponses
- Le calendrier de réalisation des prestations remis par le titulaire
- le mémoire technique du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire a sous sa pleine responsabilité la garde et l'utilisation de l'ensemble de l'outillage ou équipements utilisés par ses agents sur l'ensemble des sites géographiques concerné par l'accord-cadre. En complément, le titulaire prend pleinement en compte que le site relève d'une activité psychiatrique. Le Titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet de l'accord-cadre.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur du Centre Hospitalier de Cadillac.

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établi par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

Pour les interventions dans des services à environnement protégés, le technicien devra s'annoncer au service et revêtir une tenue ou un dispositif de sécurité adapté aux dangers encourus pour le patient ou pour lui-même

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. Chaque sous-traitant étant soumis à ces mêmes obligations

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 8 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du premier bon de commande. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et au CCTP et notamment :

- La réalisation des chantiers tests et de chantiers de validation ;
- Le cas échéant, la validation des modes opératoires
- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des prestations, y compris les consommables et consommations ;
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tout le matériel ;
- La mise à disposition des appareils nécessaires pour les contrôles, mesures, analyses, etc. ;
- Tous les contrôles, mesures et analyses, etc. en conformité avec la réglementation, avant, pendant et en fin de prestation ;
- Les frais de ces contrôles, mesures, analyses, etc. par des organismes agréés ou des laboratoires ;
- Toutes les installations et équipements de sécurité réglementaires ;
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la "Sécurité et la protection de la santé sur les chantiers" ;
- Tous les nettoyages en cours de prestations ;
- Le nettoyage final des locaux traités ainsi que des locaux dans lesquels aucun travail n'a été réalisé mais qui ont été utilisés pour le passage des ouvriers ou le stockage des matériaux, le nettoyage en cours de prestations et en fin de prestations des voies extérieures et des abords ;
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes ;
- Les plans des installations de la prestation ;
- Les plans de retrait ;
- Les plans de zones de confinement ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., des ouvrages en fin des prestations et après réception
- Le conditionnement, le transport et le traitement des déchets issus de la prestation ;
- Les incidences consécutives aux prestations en heures supplémentaires, heures de nuits, nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés récapitulant les prestations réalisées et leur suivi (PRA, métrologie, bilan aérodynamique, registre de sécurité, BSDA, ...)
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des prestations ;

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune retenue de garantie n'est prévue.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Par dérogation à l'article 12 du CCAG-travaux, chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif ; les prestations sont payables à terme échu. La facturation des prestations objets du bon de commande interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le service d'ingénierie du site concerné de la bonne réalisation des prestations demandées ; les prestations sont payables à terme échu.

Les demandes de paiement porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA de la prestation exécutée par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués au Centre Hospitalier de Cadillac ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019
- Code service : PAT_FACM

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur du Centre Hospitalier de Cadillac, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

CH DE CADILLAC
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 Cadillac sur Garonne
05 56 76 54 54

Cellule.marches@ch-cadillac.fr

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

L'ensemble des modalités d'exécution de la prestation découlant de cet accord-cadre, ainsi que l'ensemble des mesures de sécurité, qui lui seraient associées sont à la charge du pouvoir adjudicateur (CH de Cadillac).

Le pouvoir adjudicateur fera appel à son référent amiante formé au minimum Sous-Section 3, pour l'exécution des prestations.

Le titulaire devra exécuter les prestations conformément à la réglementation en vigueur, aux normes et spécifications techniques applicables et notamment :

- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant la construction ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes publiées par l'AFNOR ;
- Les recommandations de l'INRS en particulier concernant le traitement de l'amiante ;
- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant le traitement et l'élimination des déchets et en particulier des matériaux contenant de l'amiante ;
- Les obligations dans les contrats d'assurance ;
- Les spécifications professionnelles et avis techniques

9.1 - Coordination sécurité et protection de la santé

Les prestations pourront être soumises aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, ainsi qu'au décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail. A ce titre, une mission de coordination SPS pourra être prévue par le maître d'Ouvrage.

9.2 - Qualifications professionnelles

L'entreprise devra être en mesure de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur demande en ce sens du pouvoir adjudicateur, qu'il est titulaire des qualifications professionnelles suivantes (ou équivalentes):

- QUALIBAT 1552 de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant, selon les exigences de la norme NF X 46 010 (août 2012), mentionnant le ou les domaines d'intervention sur lesquels l'entreprise exerce son activité de traitement de l'amiante:

- Ouvrages extérieurs de bâtiment
- Ouvrages intérieurs de bâtiment

En cas de perte de la qualification professionnelle, le titulaire sera dans l'obligation d'en avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur. Il devra arrêter la réalisation des prestations et mettre le chantier en sécurité. En cas d'arrêt définitif du chantier en cours de réalisation pour cause de perte de la qualification professionnelle, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations restantes aux frais et risques du titulaire, par un tiers qualifié pour réaliser les prestations issues du présent accord-cadre. Il pourra également exclure le titulaire défaillant de l'accord-cadre, sans indemnités.

9.3 - Obligations du titulaire

L'entreprise aura à sa charge :

- La rédaction et l'envoi d'un plan de retrait via la plateforme DEMAT@MIANTE à la DREED, la CARSAT et l'OPPBTP;
- Le balisage de la zone de travail;
- La mise en place de polyane de protection sur les surfaces non décontaminables et les installations encore présentes. **L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les interventions en sous-section 3 sont effectuées dans le cadre de travaux de réhabilitation notamment, ainsi la mise en place de polyane liquide par projection sur les parois est interdite;**
- La neutralisation des dispositifs d'échange d'air entre les zones de travail et les locaux non concernés en activité;
- Le retrait des matériaux amiantés repérés sur le rapport de repérage fourni avec le bon de commande conformément à la réglementation;
- La métrologie de suivi de l'empoussièrement nécessaire selon les prestations;
- Le conditionnement des matériaux amiantés déposés;
- L'évacuation des matériaux en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vers une installation d'inertage conformément au bon de commande établi sur la base du devis transmis par le titulaire;
- Le bordereau de suivi des déchets amiante (BSDA) via la plateforme TRACKDECHETS;
- Dans le cadre des prestations, d'autres déchets ne contenant pas de matériaux potentiellement contenant de l'amiante (MPCA) pourront être gérés par l'entreprise, à savoir :
Les déchets dangereux : cellules de détection ionique, peinture, néons, etc. qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) ;
Les déchets non dangereux : DIB, plâtres, etc. qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) ;
Les déchets inertes : bétons, par exemple, qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ;
Les déchets valorisables : métaux, par exemple, qui devront être éliminés en centre de recyclage.

9.4 - Rapports de Fin de Travaux

L'entreprise devra établir le Rapport de Fin de Travaux (RFT) pour chaque prestation conformément à l'article R. 4412-139 du Code du Travail, qui devra comporter :

- Le plan de retrait (SS3), ses avenants et la cartographie des zones traitées;
- Le journal ou le registre de suivi de chantier;
- La spécification des produits surfactants, de fixation ou agents mouillants utilisés;
- La stratégie d'échantillonnage du laboratoire associée au plan de retrait et la métrologie de suivi des travaux;
- Les certificats d'acceptation préalable (CAP) et les bordereaux de suivi des déchets amiante (BSDA) d'évacuation des déchets;

Préalablement à l'exécution d'une prestation issue du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire les pièces suivantes :

- Le DTA (Dossier Technique Amiante) ou le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux/démolition;
- Le plan de localisation de la zone à traiter;
- Le plan des équipements CVC, électricité, plomberie et fluides médicaux;
- L'estimation des quantités hors autres matériaux ou découvertes fortuites, à vérifier par l'entrepreneur;
- Un planning prévisionnel général de l'intervention à venir;

Une visite préalable du site est obligatoire pour le titulaire pour effectuer les opérations en sous-section III, après demande d'intervention sur site et en présence du référent amiante afin de vérifier la nature et les volumes des matériaux concernés. L'entreprise sera soumise à un plan de retrait pour l'ensemble des sites concernés.

9.5 - Autorisations et horaires

Le titulaire devra respecter les heures d'ouverture du site qui lui seront notifiées par les services compétents du CH de Cadillac.

A titre indicatif, les horaires de travail se situent généralement entre 9h et 17h, sur une semaine de 5 jours, hors week-ends et jours fériés. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité des usagers.

L'entreprise doit prendre en compte dans son offre que les prestations seront réalisées sur un site partiellement occupé. Ainsi, aucune plus-value financière ne pourra être demandée au titre du maintien de l'activité et de la continuité inhérente à un site hospitalier. Les prestations de désamiantage se faisant la majorité du temps au cœur d'un ou plusieurs services hospitaliers, ces derniers doivent être maintenus en activité.

Dans les zones à traiter, en plénum on retrouve (liste non exhaustive) :

- Des installations techniques diverses relatives au fonctionnement du CH de Cadillac (central de traitement d'air...);
- Des réseaux électriques;
- Des réseaux de ventilation;
- Des réseaux de climatisation et de chauffage;
- Des réseaux de fluides médicaux;
- Des réseaux informatiques (fibre optique);

Les équipes du Centre hospitalier de CADILLAC ou une entreprise extérieure mandatée par ce centre hospitalier de CADILLAC se chargeront des travaux de déconnexion, d'adaptation et de dévoiement des réseaux. Toute impossibilité de déconnexion de réseaux dans la zone à traiter sera déclarée au titulaire par mail avant le début des prestations. Le titulaire devra en tenir compte lors de la réalisation des prestations et ne pourra demander de plus-value financière.

9.6 - Propreté du site, hygiène et sécurité

Le titulaire devra veiller en permanence à la propreté du site, à l'intérieur du bâtiment et des voies publiques. Il procédera aux nettoyages prescrits par le pouvoir adjudicateur. En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer ce nettoyage, aux frais et risques du titulaire, et sans mise en demeure préalable. Il est rappelé que le titulaire incorpore dans son prix l'ensemble des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier. A ce titre il doit assurer la sécurité d'exécution de ses propres prestations, dans l'enceinte du chantier et à proximité, pour son personnel et pour les personnes pouvant passer à proximité.

Dans le cadre d'une coordination SPS, l'entrepreneur devra respecter les directives du PGC, et du coordinateur SPS. Il se référera à l'ensemble de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers du bâtiment et prendre toutes les mesures propres à assurer :

- Les mesures d'hygiène de son personnel, en prévoyant notamment des vestiaires et sanitaires chauffées en nombre suffisant suivant l'effectif prévu sur le chantier ;
- La sécurité de son personnel, notamment contre les risques d'inhalation de fibres d'amiante ou de chute de hauteur ; l'entreprise devra également prévoir les installations nécessaires pour un éclairage suffisant des zones de circulation et des zones de travail, notamment en zones confinées ;

- La sécurité contre le risque d'émission de fibres d'amiante dans l'air ;
- La sécurité des tiers pouvant circuler ou stationner au voisinage et aux abords immédiats des zones de travaux ou du chantier ;
- La sécurité incendie : les détecteurs « incendie » avec report d'alarme en façade étant reliés par un système de boucles, leur dévoiement sera réalisé par le pouvoir adjudicateur. Par ailleurs, les têtes de détection consignées seront éliminées en filière adaptée par l'entreprise titulaire.

Dans le cas de la présence des volets coupe-feu ceux-ci devront rester en activité durant la phase de désamiantage. En cas de maintenance, il sera prévu par l'entreprise dans le cadre des prestations de désamiantage, un accès aux volets avec un mode opératoire sécurisé et maîtrisé. L'entreprise titulaire transmettra avant toute intervention, ces modes opératoires au service ingénierie du CH DE CADILLAC

9.7 - Nuisances sonores.

Il est rappelé que les prestations auront lieu en milieu urbain. Les nuisances sonores ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures pour limiter des émergences sonores du chantier, notamment les bruits venant des installations de désamiantage (extracteurs, groupe électrogènes, ...).

Concernant les prestations de démolition, l'entreprise devra prendre en considération les points suivants :

- Limiter au maximum le bruit
- Limiter au maximum les vibrations
- Éviter tout abattage en une seule fois ou chute de hauteur de parties dans la mesure où la présence de plafonds floqués au niveau inférieur pourrait générer des émissivités non maîtrisables
- L'interruption momentanée du chantier du fait des activités du Centre Hospitalier
- Les bruits et vibrations devront être contenus dans la mesure du possible conformément aux solutions proposées par le titulaire lors de la remise de son offre.

L'entreprise devra prévoir et envisager des adaptations de ses horaires en fonction des tâches à réaliser.

9.8 - Mesures d'exécution des prestations et niveau d'empoussièrement.

Pour être considérés, les résultats des mesures d'empoussièrement des chantiers test et de validation (spécifique SS3) présentés par l'entreprise devront être conformes à la norme XP X 43-269 de décembre 2017 relative à la qualité de l'air des lieux de travail et plus particulièrement son paragraphe 8.5. Il est précisé que les rapports des mesures d'empoussièrement doivent mentionner pour chaque filtre prélevé :

1. **Son identification ;**
2. Le début et la fin de la période de prélèvement (date et heure) ;
3. Le débit moyen au cours de la période de prélèvement ;
4. Le type de prélèvement, individuel ou à point fixe ;
5. La description du lieu de prélèvement ;
6. **Les conditions rencontrées lors des prélèvements (type de confinement, dépression, renouvellement d'air, ...) ;**
7. **La description des activités pendant le prélèvement (EPI, plan de retrait, ...) ;**
8. Le cas échéant, le type de fibre(s) ;
9. Le nombre de fibres par filtre ;
10. La concentration et les éléments d'interprétation ;
11. Pour estimer l'exposition d'un travailleur, dans le cas de prélèvements successifs, la concentration moyenne pondérée de fibres par le temps de prélèvement (Cp)' assortie de son intervalle de confiance Cpinl et Cpsup ;
12. Pour l'interprétation des résultats ou la déclaration de conformité, la concentration pondérée sur la base des informations transmises sur le temps d'exposition et le port d'un APR (Cm), assortie de son intervalle de confiance C mini et C msup ;
13. Pour la comparaison à une valeur limite d'exposition, la concentration équivalente pondérée par rapport à la période de référence Ceq assortie de son intervalle de confiance Ceqinl et Ceqsup'

L'entreprise devra réaliser, pour chaque zone de traitement de matériaux contenant de l'amiante un reportage photo-documentaire attestant des prestations réalisées avec en particulier des photos des confinements, SAS et le suivi documentaire des mesures de suivi (contrôle électrique, mesures en zone, base-vie, environnementale et MEST). Le reportage photo documentaire sera remis avec la facture des

prestations exécutées. Le paiement des prestations sera conditionné à la remise de ce reportage photo-documentaire par zone.

Les prestations en intérieur doivent être réalisées conformément aux stipulations minimales suivantes :

- Balisage de la zone d'intervention pendant les prestations de retrait ;
- Protection résistante et étanche (film de propreté) sur surfaces, structures et équipements non concernés par l'opération, non décontaminables et susceptibles d'être pollués (Niveau d'Empoussièrement (NE) 1, 2 et 3) ;
- Isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur avec séparation physique, étanche à l'air et à l'eau (existante ou à mettre en place) avec matériau approprié aux contraintes (intempéries, dépression, protection mécanique, ...) (NE 2 et 3) ;
- Calfeutrement de la zone de travail par neutralisation et obturation des dispositifs d'échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail (NE 2 et 3) et protection doublée (NE 3) ;
- Protection résistante et étanche de la séparation physique et des équipements situés dans la zone de travail qui sont non décontaminables (NE 2) et décontaminables (NE 3) ;
- Fenêtres dans le confinement pour visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas en privilégiant la bulle de vision ;
- Flux d'air neuf et permanent pendant toute la durée du chantier, de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail ;
- Un ou plusieurs extracteurs d'air à filtres THE avec rejet de l'air vers le milieu extérieur et au moins un extracteur de secours. En cas de rejet vers le milieu intérieur, extracteurs avec double filtres THE. Les extracteurs sont systématiquement installés à l'extérieur des zones confinées pour permettre leur maintenance, sauf impossibilité technique. La nécessité de mise en place d'une structure échafaudée pour poser les extracteurs ne constitue pas une impossibilité technique ;
- Nombre de renouvellement d'air en volumes par heure minimum : 6 (NE 2) ou 10 (NE 3) et homogénéité du renouvellement d'air de la zone de travail ;
- Extracteurs alimentés par un système électrique équipé d'un dispositif de secours ;
- Équipement de protection individuel du personnel adapté au niveau d'empoussièrement et aux contraintes de travail (combinaison, gants, bottes, et masque complet à filtration P3 à ventilation assistée ou adduction d'air avec débit à la demande et pression positive garantie) ;
- Retrait des produits amiantés avec les processus permettant d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible avec notamment l'abattage des poussières, l'aspiration des poussières à la source, la sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;
- Conditionnement et évacuation des déchets conforme à la réglementation ADR (Agreement concerning the International carriage of Dangerous goods by Road) de transport de produits dangereux ;
- Des extincteurs seront positionnés sur site afin de pouvoir lutter immédiatement contre tout début de sinistre. Un ou plusieurs extincteurs seront positionnés en zone et en extérieur de zone à proximité immédiate du sas d'accès (le nombre d'extincteurs situés est fonction des surfaces au sol des zones) ;
- La réalisation des contrôles en cours de réalisation de prestations et la tenue d'un registre de chantier permettant d'assurer la traçabilité des contrôles (air et rejets d'eaux) ;
- Les frais d'installation et de confinement tiendront compte des délais de validation des processus (chantier test...), de restitution avec contrôle externe (visuel, empoussièrement, ...), de l'ordre et du phasage des interventions définies par le planning ;
- L'entreprise titulaire aura une obligation de résultat. La méthodologie proposée devra respecter la réglementation et le code du travail ;
- Le type et nombre de SAS sera fonction du niveau d'empoussièrement :
 - Niveau d'empoussièrement 1 : SAS 3 compartiments à deux douches ;
 - Niveau d'empoussièrement 2 et 3 : SAS 5 compartiments ;
- L'entreprise devra durant l'ensemble du chantier tenir à disposition deux équipements complets (chausson, combinaison, masque et filtres) permettant l'accès aux zones de confinement aux personnes extérieures habilitées (secours, maître d'œuvre, SPS, maître d'ouvrage, ...) autant de fois que nécessaire. De plus il sera également tenu à disposition un appareil photographique, une torche étanche compatible avec la décontamination de sortie de zone et un anémomètre ;
- L'entreprise devra justifier que tous les équipements sortant de zone seront intégralement décontaminables (EPI y compris masque et sangles, lampe, appareil photo, ...) ou justifier de procédure garantissant le non propagation de fibre amiantée hors de la zone de confinement ;
- L'accès à la zone de chantier doit être rigoureusement interdit pendant toute la durée du chantier à toute personne.

Les processus proposés devront se conformer aux dispositions de l'article R4412-108 afin d'atteindre le niveau d'empoussièrement le plus bas techniquement possible. **Toute dérogation à ce niveau de**

protection ou au plan de retrait devra être justifiée par un processus validé conformément au décret du 05 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

9.9 - Étapes de validation

L'entreprise devra à minima respecter les points d'arrêts suivants :

- Validation de la stratégie d'échantillonnage du laboratoire et mesure état initial ;
- Obtention du certificat d'acceptation préalable des déchets ;
- Validation des tests fumée avant démarrage des opérations de retraits des éléments contenant de l'amiante ;
- Validation des analyses de première restitution : sa levée permet le démantèlement des dispositifs de protection ;
- Obtention de la conformité à l'examen visuel des surfaces traitées ;
- Validation des analyses de deuxième restitution : sa levée permet la libération de la zone pour les interventions ultérieures (démolition, ...)

L'entreprise fera ses demandes de levée de points d'arrêts au pouvoir adjudicateur, par voie de courrier électronique, 72 heures avant la tenue de ces derniers.

9.10 - Programmes et mesures

L'entreprise devra mettre en place un programme des mesures de suivi des prestations de désamiantage conforme à la stratégie d'échantillonnage définie par l'organisme établissant réalisant les prélèvements de fibres d'amiante dans l'air et leur analyse. A minima elle devra également respecter les recommandations du guide de prévention n° ED 6091 de l'INRS suivantes :

Mesures prévues pour la SS3	Norme / type	Fréquence / quantité
Mesures initiales (points zéros)	NF X 43-050 / META (OMS + FFA)	*
Prélèvement statique dans sas personnel	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement statique dans sas matériel	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement sur opérateur	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/processus/zone/semaine
Rejets eaux usées	NF T 90-105 NF T 90-008	* et à minima 1 à 2 /semaine
Rejets unités déprimogènes	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/groupe d'extracteur / semaine de travail
Prélèvement statique en zone travail	X 43-269	* et à minima 1/zone/semaine
Prélèvement statique en sortie sas (déchets et personnel)	X 43-269	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement statique périmétrique	X 43-269	* et à minima 1/zone/semaine
Mesure de la qualité de l'air respirable	Teneur en huile, eau, monoxyde de carbone, dioxyde de carbone	* et à minima 1/démarrage de zone+ 1/ 15 jours de fonctionnement

Mesures prévues pour la SS3	Norme / type	Fréquence / quantité
Eau des douches ou du nettoyage	MES : 30 mg/l selon NF EN 872	* et à minima 1/zone/semaine
Mesure environnementale de première restitution	NF X 43-050 juillet 2021	*
Mesure environnementale de deuxième restitution	NF X 43-050 juillet 2021	A la charge du pouvoir adjudicateur

* : conformément à la stratégie d'échantillonnage

Il est rappelé que la méthode de comptage par META des fibres OMS et FFA (Fibres Fines d'Amiante) sera systématiquement utilisée en remplacement de la MOCP pour les mesures citées ci-dessus. Chaque mesure devra distinguer les fibres OMS des fibres FFA.

L'entreprise devra tenir à jour un tableau de suivi des mesures de contrôle de l'empoussièrement et rejet des eaux de lavage. Il devra être fourni au pouvoir adjudicateur par l'entreprise à chaque réunion de chantier avec les copies des résultats d'analyse.

L'entreprise devra réaliser, à ses frais, avant l'intervention de l'opérateur de contrôle visuel, une mesure d'empoussièrement préalable pour garantir son intervention avec les EPI adaptés. Des contrôles inopinés pourront également être effectués et il pourra être exigé tous les documents nécessaires à ces contrôles. Les contrôles extérieurs d'examen visuel des surfaces traitées sont à la charge de la maîtrise d'ouvrage lors de leur première exécution. Si les résultats ne sont pas acceptables, **les pénalités prévues au présent marché seront appliquées.**

Les frais d'entretien et de fonctionnement des installations pendant le délai des analyses est à la charge de l'entreprise.

Suite au désamiantage, des tests lingettes pourront être réalisés sur les supports (sol, mur, plafonds...) des matériaux contenant de l'amiante et sur surfaces périphériques. Ces tests seront réalisés à l'initiative du Maître d'œuvre, à la charge du Maître d'Ouvrage.

Si le résultat atteste la présence de fibre d'amiante l'entreprise devra compléter sa décontamination, une dépose et/ou un nettoyage complémentaire.

Les contrôles de restitution seront alors reconduits, **à la charge de l'entreprise, jusqu'à l'obtention de résultats satisfaisants.** Le coût de ses contrôles sera retenu sur le décompte final de l'entreprise réalisant les prestations.

9.11 - Délais d'exécution des prestations

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée sur le bon de commande prescrivant de commencer les travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée dans le bon de commande prescrivant de commencer les travaux, tout comme le délai d'exécution contractuel des travaux.

A défaut de ces mentions, la durée de la période de préparation des travaux est fixée à 1 mois. Le délai contractuel d'exécution des travaux sera alors fixé conjointement entre le titulaire et le maître d'ouvrage ainsi que, le cas échéant, le calendrier détaillé d'exécution. Le planning des travaux de chaque zone à traiter sera élaboré par le maître d'ouvrage avant chaque commencement d'exécution. Le titulaire devra respecter les délais de réalisation pour chaque opération

Durant cette période de préparation, le titulaire devra le cas échéant dresser un programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux, qu'il soumettra au visa du maître d'ouvrage au moins 5 jours avant l'expiration de cette période (par dérogation à l'article 28.2.2. du CCAG Travaux), mentionnant notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisées ainsi que les dispositions prises par l'entreprise pour réaliser les travaux (La rédaction du plan de retrait, la validation du document par la maîtrise d'ouvrage, l'instruction du plan

de retrait, et les ajustements éventuels) . Il remettra également tout document nécessaire à la réalisation des travaux (plans d'exécution et spécifications techniques le cas échéant)

Pour les opérations en sous-section 3 l'entreprise titulaire prévoira l'établissement de plan de retrait sous réserve de validation des organismes de tutelles.

Pour chaque prestation, l'entreprise titulaire validera en phase de préparation le planning d'exécution des tâches qu'elle aura préalablement établi. Dans le cas de la découverte de nouveaux matériaux contenant de l'amiante (autres que ceux identifiés), et/ou la découverte des spécificités amiante ou techniques, tout devra être mis en œuvre pour maintenir la « dead-line » définie préalablement. Cette découverte engendrera des prélèvements et analyse à la charge du maître d'ouvrage. L'entreprise titulaire modifiera son planning en conséquence, qui sera soumis à validation par le représentant du Maître d'Ouvrage.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le nettoyage du chantier (à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments) devra être assuré de façon très régulière. Les modalités d'exécution, ainsi que le financement sont à la charge du titulaire.

9-12- Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution des travaux pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage.

9.13- Réception des travaux

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. La date d'achèvement des travaux est la date contractuelle indiquée dans le calendrier détaillé d'exécution notifié au titulaire par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage procède, avec ou sans la présence du titulaire, aux opérations de réception des ouvrages dans un délai qui est de quinze jours à compter de la date d'achèvement. Passé ce délai, la réception des travaux est réputée acquise sans réserve.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG Travaux, la décision de réception comporte, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le procès-verbal de réception est dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer ou bien en cas d'absence de celui-ci, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié par voie dématérialisée dans les 15 jours suivant son établissement.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, celle-ci prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées

pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG Travaux, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par le marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois suivant la date d'achèvement des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux..

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison ou le délai d'intervention pendant l'année de garantie de parfait achèvement est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Le délai contractuel se décompose en plusieurs délais à respecter, pour chaque étape du planning d'exécution de la prestation validé pendant la préparation de chantier pour chaque bâtiment : délai de préparation, délai d'installation de chantier, réalisation de la prestation, repliement du chantier.

Lorsqu'un de ces délais est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt l'application de la pénalité de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités spécifiques ci-dessous mentionnées.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités spécifiques ci-dessous mentionnées n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités spécifiques ci-dessous mentionnées sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des points d'arrêts énoncés à l'article 9.9 du présent CCAP	Forfaitaire	200,00 €	
Absence ou retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	Hebdomadaire	1 500,00 €	Absence ou retard dans la transmission de l'assurance garantissant la responsabilité du titulaire à l'égard des tiers au niveau environnemental en cas d'accident ou de dommage causé par l'exécution des prestations.
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	350,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 350,00 € par absence.
Absence de tableau de suivi ou de mise à jour de celui-ci	Journalière	500,00 €	Absence de tableau de suivi des mesures de contrôle de l'empoussièrément et de rejet des eaux de lavage et non mise à jour de ce dernier.
Absence de distinction des fibres OMS et FFA	Forfaitaire	150,00 €	Absence de distinction des fibres OMS et FFA lors des mesures de suivi des prestations de désamiantage conforme à la stratégie d'échantillonnage. La pénalité sera appliquée pour chaque mesure concernée.

Mauvais conditionnement des big bags contenant les déchets	Journalière	200,00 €	La pénalité sera appliquée par big bag et par jour jusqu'au reconditionnement correct des déchets concernés.
Non remise des documents dans les délais impartis	Journalière	100,00 €	
Retard pour repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	100,00 €	Le repliement des installations et la remise en état des lieux interviendra sous 10 jours à compter de la réception des prestations sur chaque bâtiment.
Non respect de l'obligation de verrouillage du chantier	Forfaitaire	100,00 €	Pénalité forfaitaire applicable par manquement, sur simple constat du CH de Cadillac. Le chantier doit être clos et indépendant du reste de l'hôpital.

14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur du CH DE CADILLAC et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire devra également, selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus, disposer d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers au niveau des atteintes à l'environnement en cas d'accident ou de dommage causé par la conduite des opérations de désamiantage. Il devra de la même manière rendre compte de tout changement de sa situation d'assurance de responsabilité spécifique au risque amiante dans un délai de 15 jours suivant la réception de ces documents.

15- Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le titulaire doit produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer à condition qu'elle ne modifie pas substantiellement les conditions d'exécution du présent accord-cadre.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu

que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte une clause de réexamen. Ainsi, tout changement susceptible d'intervenir concernant les évolutions réglementaires qui interviendraient en cours d'exécution dans le processus de traitement des déchets, objet du présent accord-cadre, sera intégré par avenant.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète de l'accord-cadre est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support).

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Résiliation pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément à l'article 16.2 du présent CCAP

16.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), le titulaire ne percevra aucune indemnisation par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) et du CH DE CADILLAC par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

Responsabilité du titulaire :

L'entreprise demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, voisinage, voirie, réseaux publics, etc... Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

Avant le début de son intervention, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre devra, afin d'éviter des litiges ultérieurs, faire dresser, à ses frais et sous sa responsabilité, par voie d'huissier et en présence du pouvoir adjudicateur du CH de Cadillac, tous les constats nécessaires pour définir et préciser l'état des zones voisines au chantier et pouvant souffrir de son intervention.

Ces constats porteront sur l'état des bâtiments, des espaces verts, des voiries, des divers réseaux d'alimentation et d'évacuation, des clôtures, etc.

Modalités de remplacement du personnel affecté à l'exécution de la mission :

Le titulaire ne peut remplacer la/les personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution du présent accord-cadre qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s)-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Ce changement devra être notifié sans délai au pouvoir adjudicateur du CH de Cadillac ainsi qu'au CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), le titulaire devra proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communiquera le nom, le CV et les agréments nominatifs nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues au présent contrat, dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la notification mentionnée ci-dessus.

La nouvelle personne physique affectée par le titulaire est considérée comme acceptée par le pouvoir adjudicateur du CH de Cadillac et du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), si celui-ci ne la récuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à la personne désignée pour le remplacement.

Le remplacement du personnel peut être effectué à l'initiative du pouvoir adjudicateur du CH de Cadillac dans les cas suivants :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux à la bonne exécution des prestations prévues au marché public
- Comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants

Le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) informe sans délai le titulaire de son choix de procéder au remplacement du personnel qu'il désigne, cette décision doit être motivée et transmise sans délai au titulaire. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur du CH de Cadillac selon les modalités prévues ci-dessus. Le titulaire devra transmettre les informations nécessaires à cette approbation dans un délai d'un mois à compter de la réception de la décision du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support).

Documents livrables à fournir par le titulaire et délais :

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire au CH de Cadillac en version papier et fichier numérique :

- Plan de retrait : 10 jours ouvrés à partir de la date de réception du bon de commande,
- Plan de prévention signé : 3 jours ouvrés à partir de date de réception par le titulaire,

- Analyse des risques à annexer au plan de prévention : 5 jours à partir de la date de réception par le titulaire,
- Attestation de raccordement des installations : le jour même du raccordement,
- BSDA au moment de l'évacuation des déchets,
- DOE (Dossier Ouvrages Exécutés) /RFT (Rapport de Fin de Travaux) : 8 jours ouvrés après le repli des installations.

Le non-respect des délais entrainera l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes :

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ ou BPU, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. articles pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

- Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 12 du CCAG Travaux
- L'article 9.11 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux
- L'article 9.11 du CCAP déroge à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux
- L'article 9.13 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG Travaux
- L'article 9.13 du CCAP déroge à l'article 41.2 du CCAG Travaux
- L'article 9.13 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux